

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

TOULON, le 22/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SPMR

1211 Chemin Maupas
38200 VILLETTE DE VIENNE

Références : D-UD83-2022-0582

Code AIOT : 0006400247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement SPMR implanté Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 PUGET SUR ARGENS. L'inspection a été annoncée le 18/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été programmée dans le cadre de l'action nationale 100 mètres autour des sites SEVESO, en l'occurrence le site DPCA, SEVESO seuil Haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPMR
- Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 PUGET SUR ARGENS
- Code AIOT : 0006400247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPMR (Société du Pipeline Méditerranée Rhône) exploite un terminal de livraison d'hydrocarbures. La vocation de ce site est la distribution de carburants transportés depuis la zone de l'Etang de Berre par un pipeline à destination du dépôt pétrolier DPCA de Puget Sur Argens.

Les installations principales du terminal sont constituées de réservoirs de stockage de liquides inflammables.

La société TRAPIL assure, pour le compte de SPMR, l'exploitation, la maintenance, la surveillance et la sécurité du terminal et du réseau via un contrat de prestation de gestion industrielle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Détection	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stockages	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	/	Sans objet
3	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 06/05/1992, article 7.4	/	Sans objet
4	Moyens de secours – Autres	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-5	/	Sans objet
5	DCI – déclenchement manuel	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Sans objet
6	Moyens Alimentation électriques de secours	Arrêté Préfectoral du 06/05/1992, article 7-3-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôle n'ont pas mis en évidence de non-conformités sur l'exploitation et le suivi du site SPMR.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le suivi de l'urbanisation autour de son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Les stockages présents dans les réservoirs sont fournis à l'instant T sur le logiciel de suivi depuis la salle de contrôle, au dispatching à Vilette de Vienne (présence 24/24 et 7/7). Ce suivi indique le volume et la densité des produits dans chacun des bacs, ainsi que dans la canalisation et les installations. Les contaminats sont stockés dans chacun des bacs selon leur nature. La seule donnée sur la nature du produit stocké est la densité La cuve de 20 m ³ pour les produits de purge est suivi via un logiciel interne de gestion des cuves (ROA) que les agents complètent à chaque mouvement ou à minima une fois par mois. Les données sont sauvegardées en dehors de l'installation de Puget sur Argens.
Observations : L'exploitant présentera une fiche présentant les caractéristiques des contaminats pour chacun des bacs dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, DétectionTélésurveillance – détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'un site visé au premier alinéa de ce point 36-1 sous télésurveillance :- système de détection de présence de liquides, telle que visée à l'article 22-9 du présent arrêté, est obligatoire et entraîne l'intervention d'une personne apte à intervenir et compétente dans un délai maximum de trente minutes ;</p> <p>- un système de détection d'incendie est obligatoire et actionne automatiquement le refroidissement des installations voisines. Une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est présente dans un délai inférieur à trente minutes après déclenchement de ce dispositif.</p>
<p>Constats :</p> <p>La détection incendie a été mise en place en fin d'année 2020.</p> <p>6 caméras infrarouge sont implantées de la manière suivante : 1 sur le dôme de bac 653 en direction de l'est, 1 sur le dôme de bac 650 en direction de l'ouest. 4 dans la cuvette : 2 par sous-cuvettes dans chaque angle opposé.</p> <p>L'exploitant a fourni la documentation technique et le PV de fin de réception des travaux : 27/11/2020. La détection incendie est contrôlée annuellement par l'entreprise sous traitante SIEMENS. Le dernier contrôle (selon APSAD R7) a été réalisé le 28/10/2022 et ne présente pas de non-conformité.</p> <p>La détection incendie est asservie au refroidissement des bacs. Un test est réalisé mensuellement en interne. Le dernier a été réalisé le 08/11/2022 (DCI : couronne des 4 bacs , PI , queue de paon...).</p> <p>Aucun personnel n'est présent en permanence sur le site. Les 3 techniciens de TRAPIL intervenants sur le site de Puget sur Argens sont à 30 minutes du site.</p> <p>En parallèle, le site est sous télésurveillance permanente avec l'entreprise AES. Via l'appel d'offre du 05/03/2020, l'entreprise AES certifie pouvoir faire intervenir un gardien identifié sous 20 minutes sur le site. 4 gardiens AES ont été ciblés pour intervenir sur le site de SPMR. Ceci est défini dans la procédure EXPL/IG228 : lors d'une détection incendie ou fluide les gardiens interviennent pour faire une levée de doute sous 30 minutes.</p> <p>Ces gardiens ont reçus une formation spécifique sur les risques ATEX en 02/2021 qui est valable pour une durée de 3 ans, et une formation annuelle leur est délivrée sur la DCI. Cette formation DCI a été réalisée pour les 4 agents en 2020, pour 3 des 4 agents en 2021, et il n'y en a pas eu en 2022. Une fiche réflexe leur est destinée synthétisant les actions à mener dans les différentes situations potentielles.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit poursuivre le maintien de la formation du personnel de gardiennage AES. La dernière formation date du 10/11/2021 et Mr F. n'y a pas assisté (Sa dernière formation date d'avant la mise en place de la détection incendie). Cette formation comprenant les mesures en cas de détection incendie doit être réalisée <u>dans un délai de 1 mois.</u></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/1992, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 7-4-1 : Ressource en eau : 2 poteaux incendie de 100 mm de diamètre à 60 m ³ /h 7.4.2 : Moyen de pompage : réseau d'eau incendie avec bouches et PI de 130 m ³ /h – 2 groupes de surpresseur avec moteurs thermiques
Constats : La réserve d'eau de SPMR est de 200 m ³ , celle-ci est réalimentée via DPCA (réserve de 1700 m ³). 3 poteaux incendie sont présents sur le site (pour chacun : 1 prise en DN 100 et 2 prises en DN65). Le débit d'un PI avec une vitesse moteur de 1300 tr/min est de 148 m ³ /h. Les 2 groupes moteurs sont testés mensuellement. Les tests présentés sur octobre et novembre ne présentent pas de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de secours – Autres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours – Autres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : (...) <ul style="list-style-type: none"> «- d'un système d'alarme interne ; «- d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours ; «- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; «- d'un état des stocks de liquides inflammables tel que défini à l'article 30 du présent arrêté ; (...)
Constats : L'alarme sécurité est associée à un klaxon uniquement lorsqu'il y a présence de personnel sur site. La détection présente sur site est reportée sur la centrale au niveau du poste de contrôle ainsi qu'au niveau du dispatching. Le plan du site avec les zones à risque ATEX est présent au niveau du poste de contrôle et dans l'abri clarinette incendie situé à l'entrée du site. Les services du site peuvent être prévenus par téléphone portable. L'état des stocks est présent au poste de contrôle et au dispatching.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : DCI – déclenchement manuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, DCI – déclenchement manuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie.
Constats : La DCI peut être déclenchée par 4 boutons poussoirs présents sur le site et 1 sur DPCA. Le plan du POI version G ne fait pas référence au bouton poussoir présent au poste de contrôle.
Observations : L'exploitant doit mettre à jour le plan de son POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens Alimentation électriques de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/1992, article 7-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens Alimentation électriques de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité devront pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.
Constats : En cas de défaillance du réseau électrique, la perte du courant entraînerait l'arrêt immédiat des pompes. Les vannes motorisées prendraient leur position de repli. L'automate, le superviseur, la télétransmission et l'instrumentation sont secourus par un ensemble redresseur/batterie/onduleur (RBO) d'autonomie 1 heure. Si la perte d'électricité dure plus de 1h, un gardiennage permanent est prévu avec la société AES. La maintenance et le contrôle de l'efficacité de l'ensemble RBO a été réalisée le 02/12/2021 par la société OCR. L'exploitant indique qu'un nouveau contrôle avec remplacement des batteries est prévu fin novembre 2022.
Observations : L'exploitant fournira à l'inspection le rapport de vérification du système de secours sous 1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet